

## **RENCONTRE DU VENDREDI 10 JANVIER AVEC J. LADSOUS**

*« Quelle société vivons-nous... Quelle société voulons-nous?*

*Comment passer d'une addition d'individus consommateurs à un collectif de citoyens acteurs ? »*

### **PRESENTATION par J. REYMOND**

Le groupe « le travail social en crise » est à l'initiative de cette rencontre. Il est issu de plein de questions et d'inquiétudes sur l'évolution de l'action sociale et de la société en générale. Ce groupe existe depuis un an et demi, il est à l'initiative du Portail pour l'Accès aux droits sociaux.

Il rassemble.... pas très large, des travailleurs sociaux d'institutions, d'association, des personnes qui travaillent dans des associations, qui ne sont pas des travailleurs sociaux mais qui sont bien en lien avec les personnes.

La société marchande s'est installée dans tous les secteurs de la vie sociale, avec cette logique de rentabilité, donc de restriction budgétaire, de perte d'emplois... Des choses qui deviennent très compliquées, avec des associations qui sont mises en péril (logiques d'appel à projet qui mettent les associations en concurrence...) des choses qui deviennent dures. Avec une perte possible par rapport aux emplois, par rapport à ce que ces associations cherchent à défendre et à pérenniser.

Ce qu'on sent aussi de très inquiétant, ce sont les dispositifs mis en place aujourd'hui qui non seulement ne répondent pas aux besoins des gens et à ce qu'ils cherchent à construire, mais peuvent les mettre en difficulté. On avait beaucoup réfléchi à la question du RSA, proposé un débat.... On sent vraiment que c'est une difficulté supplémentaire pour les gens, ce n'est plus vraiment une aide. Ce qui nous paraît être également une difficulté, c'est l'isolement. Les gens sont seuls, ceux qui travaillent en institution, en association sont seuls. C'est réellement une difficulté, de ne plus pouvoir se parler, de comprendre le travail des uns et des autres. Les moments où c'est possible, on se rend compte qu'il y a vraiment du boulot, de la réflexion qui se fait dans pleins d'endroits. C'est une perte pour tout le monde, parce que ça pourrait redonner de l'énergie, de la capacité à réfléchir, ça pourrait donner aussi un peu plus de puissance à ce que chacun essaye de mettre en route. On a besoin de se parler, de comprendre ce qui nous arrive, où on va, ce qu'il est possible aujourd'hui de mettre en route pour transformer les choses, que ça devienne plus humain, plus juste, que l'entraide se re développe.

On invente rien, dans toutes les périodes de crise, c'est vraiment le collectif qui permet de donner plus de puissance à ce qu'on dit et fait, à ce qui existe. D'où ces conférences débats que nous inaugurons ce soir grâce à la présence de Jacques LADSOUS.

Jacques LADSOUS, on l'a découvert grâce à une très riche expérience qui a été mise en route en 2002/2004, et qui a rassemblé plusieurs régions sur toutes ces questions... En 2002, il y avait les mêmes constats, et ça continue à se dégrader. Il y avait cette volonté de dire: les travailleurs sociaux, on a une responsabilité, on peut donner une parole, une parole politique, dire ce qu'on a envie de défendre, quel sens on donne à cette société.

Il y a eu un gros travail qui a débouché sur une réflexion avec tout le monde... Qui a permis d'écrire les « cahiers de doléances », une réflexion très vaste sur ce qui existe, ce qu'on refuse, ce qui peut tout de suite s'amorcer et se mettre en route.

On a senti que Mr LADSOUS, avec cette énorme expérience de toute une vie peut nous aider à une meilleure compréhension et surtout nous redonner une dynamique. On avait intitulé cette soirée: Ce soir, nous proposons un débat, et demain matin, un atelier de travail.

L'atelier de demain sera certainement un peu en fonction de ce qui va s'échanger ce soir. Mais la proposition c'est de réfléchir sur cette question de société qui normalise tout... C'est quoi ces normes? On se réfère à quoi quand on rencontre les gens, quand on met en route des choses?... reprendre conscience de par quoi on est guidé, c'est quoi notre disque dur aujourd'hui?

Décortiquer, déconstruire un peu tout ça pour comprendre ce qui peut se mettre en route aujourd'hui.

## **INTERVENTION DE J. LADSOUS**

Je suis très heureux d'être parmi vous ce soir. Je suis un vieil éducateur, j'ai 83 ans et j'ai commencé mon travail en 46, ce qui prouve que c'est pas forcément usant....

Je suis venu parce que j'ai trouvé que les propositions qui m'étaient faites de travailler sur la notion du « travail social en crise » me paraissaient assez fondamentales. Je suis venu aussi avec le petit bouquin de Stéphane HESSEL qui s'appelle « indignez-vous ». Stéphane HESSEL je le connais bien, on a été dans la résistance tous les deux.

C'est dans la résistance que j'ai conçu que je serai éducateur. Quand je suis arrivé au Maquis, on m'a confié une quinzaine d'enfants qui étaient réfugiés dans la montagne. Comme j'étais jeune on m'a dit « tu vas t'occuper des mêmes », et j'ai dû m'occuper des mêmes pendant 9 mois, des mêmes qui avaient entre 8 et 15 ans. J'ai découvert comme c'était merveilleux de travailler avec des gens en tenant compte de ce qu'ils sont, en tenant compte de leur situation, de leurs besoins, et en découvrant avec eux un milieu que je ne connaissais pas. C'est sans doute pour ça que je suis devenu un militant de l'éducation nouvelle.

Ca m'a donné envie d'être éducateur à une période où le conseil national de la résistance avait lancé toute une série d'opérations sur le plan de l'action sociale qui étaient vraiment des progrès.

Il y a deux grands moments dans le XXème siècle sur le plan du développement de l'action sociale: le Front populaire et le conseil national de la résistance, à qui ont dû la sécurité sociale, etc....

J'aimerais pouvoir dire aujourd'hui que tout ceci est consolidé alors que c'est au contraire extrêmement fragilisé

Mais je voudrais pouvoir avec vous, avant d'aborder où en est la société d'aujourd'hui et comment peut être on peut aider à ce qu'elle se transforme.

### **1- revisiter la notion de crise.**

La crise elle est pas où on pense. Tout le monde s'applique à parler de la crise financière, en réalité nous sommes un pays riche et il y a de l'argent en France. Le problème c'est de savoir où il se trouve pour qu'il puisse se redistribuer autrement. Mais quand on parle de crise financière on cache le fait que c'est plutôt une crise de valeurs. Une crise de valeurs morales, psychologiques, sociologiques, etc.... qui font que la société d'aujourd'hui a perdu le sens du collectif.

L'homme, on le sait est un être social, c'est-à-dire qu'il ne peut pas vivre sans les autres. C'est l'autre qui me révèle ce que je suis. Tous ceux qui ont voulu faire l'expérience de la solitude, sont morts ou très vite ou se sont retrouvés en difficulté avec leur mental. Donc on sait bien que l'homme est un être social. Et qu'il a besoin de vivre avec les autres.

Qu'est-ce qui fait qu'on fait société. Et qu'est-ce que c'est que faire société?... Faire société, c'est essayer de mettre ensemble les cultures que nous avons les uns et les autres. Faire société c'est donc regarder l'autre et se dire qu'est-ce que je peux faire avec lui ? Eh puis essayer de construire avec lui des éléments qui vont permettre de consolider l'aspect social à travers les trois vertus essentielles qui sont les vertus républicaines et qui s'appellent Liberté, Egalité, Fraternité.

C'est ça faire société pour nous, en France aujourd'hui, mais j'ai envie de dire c'est ça faire société pour l'ensemble du monde. Si vous avez l'occasion de lire un livre d'Edgard MORIN qui s'appelle « Terre patrie » Ce livre a eu peu de succès en France, mais qui a eu tellement de succès au Brésil qu'il a été le bréviaire de LULA, ce qui lui a permis de faire des réformes importantes au Brésil. IL faut se rappeler qu'à la libération il y avait un gars qui s'appelait « citoyen du monde », Gary Levis, et qui engageait les gens à devenir citoyens du monde. Il n'a pas existé longtemps, parce que les gens n'ont pas donné suite à cette idée.

Est-ce que la société peut dépasser cette frontière? On est en train de construire l'Europe... mal, difficilement.... IL faudrait dépasser aussi l'Europe pour permettre au Nord et au Sud de se retrouver engagé dans une même aventure humaine. Parce que la société c'est ça, c'est une aventure humaine. Et si ça n'est plus une aventure humaine, ça devient une juxtaposition d'individus.

Malheureusement aujourd'hui, en travaillant avec les banlieues, comme Grigny, je vois des gens qui se replient sur eux même et qui en arrivent dans des banlieues comme ça à barricader leurs portes, à les bétonner, en tous cas à les blinder tellement ils ont peur des autres... C'est pas tout à fait comme en Amérique où il y a des villes qui sont complètement fermées et où on ne peut rentrer qu'avec un passeport. Mais tout doucement on va vers ça, quand les gens se barricadent et au lieu d'aimer les autres et d'aller vers eux ont peur d'eux et essayent de les mettre à distance, c'est une société qui est en train d'éclater. C'est-à-dire elle n'est plus composée de gens qui ont envie de faire ensemble, elle est composée de gens qui acceptent de travailler les uns à côté des autres à condition qu'on ne se voit pas trop et qu'on ne se marche pas sur les pieds. Hors faire société c'est parfois se laisser marcher sur les pieds et marcher sur les pieds des autres. Parce que lorsqu'on a des rapports et de relations avec autrui, on laisse un peu de soi et on prend un peu de l'autre et que c'est normal cet échange parce que c'est un échange social.

Comment ça se fait...? C'est-ce que disait Stéphane HESSEL quand il a fait son bouquin. Comment peut on imaginer, quand on est parti du conseil national de la résistance et qu'on a connu toutes ces réformes sociales qui sont venues après la libération, la sécurité sociale... les mouvements d'éducation populaire etc.... et qu'aujourd'hui on en soi là? ... Alors bien sûr on peut dire « la grande cause », la grande cause c'est l'argent. Parce que quand l'argent devient une finalité au lieu d'être un moyen, il finit par envahir tellement les gens qu'on a toujours peur que quelqu'un vienne vous prendre le peu que vous avez. Je ne vais pas vous raconter l'Avar de Molière, mais c'est toujours un peu la même chanson. Quand on a de l'argent, on n'est pas tout à fait disposé à le partager avec les autres.

Je suis sans doute dans l'escalier de mon immeuble le seul qui ne ferme jamais sa porte. Je suis aussi le seul qui n'ait jamais été dévalisé. Ce qui veut dire qu'il y a un rapport de cause à effet, c'est vrai qu'ils n'ont pas à prendre grand chose chez moi parce que je ne thésaurise pas, mais enfin ça veut dire que lorsqu'une porte est ouverte, on a moins envie de là casser.

Alors l'argent, oui l'argent est un peu la cause de ça. Quand on dit aujourd'hui la crise est financière, elle est financière parce qu'on donne à l'argent un pouvoir absolu. C'est l'argent mais c'est aussi je dirai la compétition, parce ce que qui dit argent, dit compétition entre les gens pour celui qui peut en gagner le plus. Et cette compétition, malheureusement, moi qui suis éducateur je dis malheureusement, elle existe dès l'école.

## **2 - Changer les méthodes éducatives pour changer la façon dont la société fonctionne**

On a une école qui n'est pas une école de coopération. On classe les enfants, on leur demande d'être le plus performant possible, à commencer d'ailleurs par les parents et à continuer par les enseignants. Dès son plus jeune âge, l'enfant est mis dans cette situation où il faut être avant les autres et non pas avec les autres. Et c'est pourquoi très souvent je me dis, qu'est-ce qui pourra faire changer la société ? Sans doute c'est si on change les méthodes éducatives et si on change la manière dont l'école fonctionne. Malheureusement des gens comme Freinet qui proposait la coopération à l'école, non seulement n'ont pas été suivis mais ils ont été foutu à la porte de l'école public et ont été obligés de faire une école privée pour pouvoir continuer....

La coopération, c'est quelque chose de passionnément intéressant. Lorsque j'ai commencé ma vie d'éducateur et que j'ai eu l'occasion de diriger une communauté d'enfants en Algérie, je me suis aperçu que si on créait une coopération entre tous ceux qui étaient là, et en même temps une compréhension des cultures réciproques... En pleine guerre d'Algérie, dans la communauté que je dirigeais comprenant des enfants chiïtes, des musulmans, des arabes, des chrétiens des agnostiques, des francaouis, des pieds noirs... tout ce que vous voulez, on arrivait à vivre ensemble et à poser ensemble les bornes d'une organisation où chacun pouvait se retrouver. Si je parle de ça c'est parce que je dis c'est possible. Je l'ai vécu et j'ai encore des témoignages...

Je suis allé en Algérie il y a deux ans, pour ouvrir un centre ressource et j'ai vu arrivé des gens de 56, 57 ans qui m'ont dit « tu te rappelles quand on était ensemble chez toi ?... C'était le moment merveilleux de notre existence parce qu'on y a découvert les autres, et à travers les autres on y a découvert nous même. »

Je crois que c'est ça la réalité, c'est qu'à partir du moment où l'autre n'est pas un concurrent et qu'on le pose comme un collaborateur, comme un coopérant avec nous, quelqu'un qui peut nous apporter et à qui on va apporter, dans un échange de réciprocité... A partir de ce moment là, l'autre nous enrichi... Tout à l'heure je parlais d'usure, c'est marrant mais je ne suis pas encore très usé, on n'est pas usé lorsqu'on reçoit autant qu'on donne. Si les travailleurs sociaux avaient conscience que ceux avec lesquels ils travaillent leur apportent beaucoup, eh bien à ce moment là je crois qu'ils ne seraient pas usés du tout. Ils n'auraient pas l'impression de donner sans réponse. Tout ce que j'ai appris, je l'ai appris sur le terrain, j'ai fait tout de même un peu de formation... J'ai surtout appris sur le terrain, dans l'échange avec les autres ce qui était nécessaire à la vie.

### **3 - La vie sociale**

Quand il n'y a plus de vie sociale, les gens ont une partie d'eux même qui devient rétrécie. Je ne sais pas si vous avez conscience que dans notre devise républicaine... La liberté a envahie beaucoup de choses, surtout pour ceux qui en avaient les moyens, que l'égalité est une recherche qu'on n'a jamais vraiment réussit à expliciter; et que comme disait un de mes amis indiens américain, la fraternité ça fout le camp. Il dit « nous on avait l'habitude de dire nous sommes du même sang, toi et moi, ici vous êtes une bande de gens qui ont l'impression de ne rien mettre ensemble. Votre civilisation que vous nous présentez comme une civilisation aboutie, nous on a l'impression qu'elle n'est pas aboutie du tout parce que vos relations ne sont plus du tout fraternelles et que par conséquent le monde dans lequel vous vivez est un monde d'obstacles et d'embûches... »

C'est vrai que c'est pas vrai tout le temps, il y a des moments où on essaye de se ressaisir, eh puis tout à coup il y a des choses qui sont en recul. Je vous apprendrai rien puisque vous avez appelez votre collectif « le travail sociale en crise », je vous apprendrai rien en vous disant qu'aujourd'hui le code du travail n'existe presque plus. En tous cas les gens s'en foutent, il y en a qui le revendiquent, mais peu. On a fini par accepter que le code du travail soi passé au magasin des accessoires.

La sécurité sociale, tous les jours on rogne quelque chose. Moi qui suis à 100% parce que j'ai été cardiaque, je viens d'apprendre que je ne serai plus qu'à 60 %. Parce qu'on m'a suffisamment pris en charge pendant tout ce temps et qu'il faut que j'accepte de payer ma cote part. Ce que je ferai volontiers si tout le monde le faisait. Mais il y a des gens qui peuvent se permettre une médecine particulière.

Vous savez qu'aujourd'hui une Roseline BACHELOT, elle peut s'enorgueillir d'un programme de Sida intéressant sauf qu'elle ne dit pas que les étrangers en sont exclus. On développe un programme de sida pour les français nationaux. Qu'est-ce que c'est que les français nationaux? Je suis allé au musée de l'immigration à Paris et j'ai trouvé très intéressant le travail de ce conservateur du musée parce qu'il démontre qu'il y a très peu de français qui sont ce qu'on appelle « français de souche ». Il y en n'a pas beaucoup qui viennent de nos ancêtres les gaulois. Et je trouve très intéressant le travail que fait le directeur de ce musée parce qu'il prend des groupes d'enfants pour dire que finalement l'identité national ça ne se pose pas comme quelque chose de blanc et noir, ça se pose dans la conception qu'on peut avoir ensemble de faire ensemble quelque chose d'intéressant. Il fait des ateliers tous les jours là-dessus, les tableaux qu'il montre montrent bien qu'on vient tous d'ailleurs, ou presque.

### **4 - Notion de laïcité**

Notre société d'aujourd'hui, c'est une société qui a encore sur le fronton de ses écoles « liberté, égalité, fraternité », mais qui sait pas trop quoi en faire. En tous cas qui ne le défend plus avec la même vigueur, et qui ne défend plus une notion très française et qui a été revendiquée dans notre pays, cette notion de laïcité. Qui n'est pas du tout une religion nouvelle mais qui est la compréhension mutuelle qu'on peut avoir des cultures des autres y compris de leur culture religieuse. Je crois que c'est important de se dire ça.

Lorsque par exemple en tant que travailleur social j'ai besoin d'avoir une relation avec quelqu'un et que je travaille à la Guadeloupe, si je ne sais pas le créole il vaut mieux que je m'abstienne, parce

que le langage est un moyen de rentrer en communication. Comme j'ai travaillé avec des sourds j'ai appris la langue des signes. Parce que comment parler avec des sourds si on ne connaît pas la langue des signes? C'est ça la compréhension mutuelle, c'est qu'est-ce que je fais pour être en contact avec l'autre de façon à ne pas apparaître comme un dominateur ou quelqu'un qui attire tout à soi mais quelqu'un qui veut bien échanger dans une réciprocité normale.

Vivre en harmonie, c'est être capable de comprendre les autres dans ce qu'ils sont.

Je parlais de ma communauté d'enfants en Algérie, eh bien on fêtait toutes les fêtes. Les fêtes catholiques, les fêtes juives, les fêtes musulmanes, les fêtes laïques. Mais non seulement on les fêtait ensemble, ce qui nous donnait une occasion d'être heureux ensemble, mais on s'expliquait à quoi ça rimait, et comme ça on rentrait dans une compréhension mutuelle. J'avais même réussi à faire en sorte que les ministres des cultes, le rabbin, l'imam, l'aumônier, viennent faire les fêtes avec nous y compris celles qui n'étaient pas les leurs. Et ça marchait très bien parce qu'on avait envie de vivre dans cette ambiance là, et les gosses qu'on m'avait envoyés qui étaient souvent des gosses victimes du premier tremblement de terre, ils avaient envie de vivre un peu de bonheur mais avec tout ce qu'ils portaient en eux comme culture ancienne.

Et je crois que ça c'est vraiment le B.A.BA de l'éducation. Je pense que c'est là que l'école devrait faire un progrès aussi, dans la compréhension mutuelle. Pas en recherchant dès la maternelle quels sont ceux qui vont devenir délinquants, parce que ça c'est vraiment de la connerie... Chercher ce que va devenir l'autre à partir d'un comportement qui est un comportement momentané, à partir duquel on peut travailler, c'est stigmatiser les gens dès le départ dans un certains nombre d'attitudes....

Se rappeler que dans la construction sociale il y a quelque chose qui doit toujours avoir une dimension collective.

## **5 - La nécessaire dimension collective**

Quelque fois les travailleurs sociaux ont été enfermés dans une relation duelle. On nous disait « on s'occupe de telle personne », et on oubliait la dimension collective. J'ai vu un certain nombre de mes collègues faire des entretiens individuels, je ne dis pas qu'il ne faut pas en faire mais que ce ne soit pas au détriment de la vie d'un groupe et de ce qu'elle peut apporter comme compréhension réciproque.

La construction collective, elle est en germe dans ce que nous devons proposer. Si on recherche tout à l'heure les remèdes à la société d'aujourd'hui, il faudra chercher les éléments qui permettent à un collectif de ne pas être pesant tout en étant enrichissant.

De toute façon la dimension collective quand on ne la donne pas, elle existe toujours. Je travaille pas mal avec les jeunes, on m'accueille très bien et on arrive à trouver ensemble des dimensions communes. On fait des ateliers d'écriture, on fait du rap!!! Et je me régale à faire du rap parce que c'est un moyen de communication intéressant entre nous. Ce qui ne m'empêche pas de leur faire chanter d'autres choses à certains moments, parce qu'il faut que chacun y trouve son plaisir.

Ils m'ont dit un jour « tu devrais participer à une rêve partie, parce que tu verrais ce que c'est qu'une manif collective ». J'ai fait des manif collectives avec des pancartes, mais j'avais jamais fait de rêve partie. Et j'ai été très séduit. Séduit par ce qui passait à travers les gens. Cette espèce de communion qu'il y avait dans une masse de gens réunis, avec tous les petits inconvénients qu'il y avait effectivement, la drogue qui circule.... Mais il y avait une espèce d'élan collectif dont nous ne pouvons pas ne pas tenir compte. Si les gens se rassemblent comme ça à faire quelque chose ensemble c'est que vraiment cette dimension collective elle est trop négligée et à partir de ce moment là elle prend des formes qui ne sont pas forcément celles que nous souhaiterions mais qui sont l'expression d'un besoin.

Si je n'y étais pas allé j'aurais eu certainement cette pensée qu'ont un certain nombre de mes concitoyens, que c'est un rassemblement de merde, et qu'il faut éviter tout ça. Il faut sans doute éviter certaines formes, il faut sans doute trouver d'autres formes. Si les professionnels de l'éducation, les professionnels de l'action sociale sont incapables de proposer des choses de ce genre, les gens vont les trouver à leur manière. Je ne peux pas ne pas en prendre conscience.

Cette dimension collective, pourquoi on l'a laissée un peu tomber ?... J'ai été conseiller municipal, j'étais dans l'opposition. Le maire était un maire de droite, et il me disait toujours, « votre collectivisme totalitaire russe »... Autrement dit chaque fois que je parlais de collectif, j'étais russe totalitaire. C'est une image relativement facile mais c'est une image qui a détérioré le mot collectif. Je crois que nous sommes là aussi pour le réhabiliter et pour montrer que le collectif n'est pas totalitaire. Même si certains en font un usage totalitaire

Qu'est ce qu'on peut faire ? Ce qu'on peut faire, c'est de pas baisser les bras....

Je suis très content de voir que sur l'ensemble de l'hexagone il y a environ 540 collectifs qui se sont réunis pour dire ça va pas. Comment peut-on faire pour que ces 540 collectifs arrivent à avoir une pensée commune ? Peut être... Quand j'étais dans la résistance il y avait toute une série de petits mouvements qui ont réussi à se fédérer dans le conseil national de la résistance. Peut être... Si on sait ne pas être en concurrence les uns avec les autres, si on sait utiliser la coopération et le partenariat intelligent... Peut être tout ça fera un jour une masse qui se posera les vraies questions. Autre intérêt, « indigner vous », il y en a plus d'un million qui se sont vendus depuis que Stéphane HESSEL a parlé à la radio. Ça veut dire que ce petit opuscule qui parle de choses essentielles, de valeurs, est un opuscule qui a intéressé suffisamment les gens pour que ça devienne un best seller. Ça veut dire qu'il y a un certain nombre de gens qui ont envie d'une société autre mais qui ferment leur gueule parce qu'ils ne savent pas comment l'ouvrir. Ou parce qu'ils ont peur de l'ouvrir. C'est contre cette peur là qu'il faut lutter, parce que la peur n'engendre jamais la possibilité d'être ensemble.

On parle de la violence des jeunes.... Les gens quand ils parlent de la violence des jeunes c'est souvent parce qu'ils ont la trouille. On parle des trains de banlieue, je voyage souvent dans des trains de banlieue. Quand il y a un chahut quelque part, avec mes 83 ballets je vais m'asseoir au milieu du chahut, tranquillement, pas pour dire aux gens « vous êtes une bande de con », mais en leur disant « de quoi parlez-vous ? » Et on discute... et on arrive au terminus sans problème. Quand les gens entendent ça et qu'ils se mettent à se cacher derrière leur journal en se disant pourvu qu'ils ne me voient pas, ils transmettent de l'angoisse. Et quand on transmet de l'angoisse on transmet de la violence.

## **6 - Lutter contre l'indifférence**

La violence c'est un phénomène qui est exacerbé par la peur ou par l'indifférence. Et là encore il y a quelque chose à faire. Est-ce que je peux rester indifférent à certaines scènes que je vois dans la rue ? L'autre jour je me suis fait reprendre par une mère de famille, parce dans un bus, la fille de 3 ans voulait descendre à tel endroit, sa mère avait dit non et elle s'est fait prendre par sa fille une paire de gifles. Je suis intervenu, la mère m'a dit : « mêlez vous de vos affaires... » Ca m'est égale, je ré-interviendrais, parce ça c'est mes affaires sociales. Je ne peux pas accepter que certaines scènes se déroulent sans intervenir parce qu'à ce moment là c'est de l'indifférence. Et si c'est de l'indifférence alors tout est permis. Parce qu'une société a besoin de règles pour vivre.

On me dit les gens du social c'est des gens laxistes, ils laissent tout faire ils excusent tout le monde... Excuser je veux bien, je peux comprendre qu'un certain nombre de gens aient certains comportements. A propos de Grigny, les jeunes de Grigny ils ont brûlé deux bus, mais ils m'ont dit « on a fait sortir les gens... » Je sais que leur réponse était une réponse à un manquement du préfet. Il y avait une convention qui existait entre le préfet et les gens de Grigny qui indiquait que les gens n'étaient pas expulsés de leur logement quand ils avaient recommencé à payer leur loyer et échelonnaient leur dette de loyer sur un certain nombre de semaines. Un nouveau préfet arrive, il dit cette convention est nulle. Il l'a supprimée... Les gosses ils ont brûlé deux bus. C'est pas intelligent de brûler deux bus, je leur ai dit, mais ils disent « il fallait bien faire une réponse.... » Je regrette que les journaux qui ont dit « les jeunes de Grigny ont brûlé deux bus », n'ont pas dit pourquoi. Peut être que s'ils avaient dit pourquoi les gens auraient pu raisonner peut être autrement sur les jeunes de Grigny. Ils aiment leur quartier, ils aiment y vivre... Paris match avait fait une couverture : « l'enfer de Grigny ». Ils étaient pas contents, ils disaient : « Grigny c'est pas l'enfer, qu'est ce qu'il en sait celui de Paris match ? »

Donc comprendre c'est une chose, accepter c'est autre chose. Je ne leur ai pas dit continuer de brûler des bus, je leur ai dit « je peux entendre ce que vous dites, mais la prochaine fois il faudra trouver des solutions bien meilleures, parce que celle là est idiote, vous lésez vos parents, vous lésez tout le monde et c'est pas une réponse possible à une action qui doit être dénoncée ».

Ne pas être indifférent ça veut dire ne pas être un spectateur de la vie. Un acteur de la vie c'est un citoyen qui intervient chaque fois qu'il pense qu'il a à intervenir

Lutter aussi contre le repli sur soi... C'est facile de se replier sur soi.... Il peut avoir un inconvénient majeur, c'est ce qu'on appelle le repli communautariste, c'est-à-dire les gens qui se replient entre eux, ce qui effectivement les met en dehors. Lorsque les gens arrivent en France, les étrangers... C'est normal qu'ils essayent de se regrouper entre eux. On a toujours envie de contacter ses semblables.

Mais on ne peut pas se replier avec ses semblables parce que, à ce moment là, on ne découvre plus l'autre. Le repli sur soi est quelque chose d'éminemment dangereux sur le plan de la vie sociale.

## **7 - Ouvrir des espaces**

Si on comprend bien que les gens ont aussi besoin de parler les uns avec les autres, là où nous sommes, essayons d'ouvrir des espaces. Tout à l'heure je suis allé au Remue méninges, un espace où les gens peuvent se retrouver. A Paris, il y a un espace convivial sur la place des fêtes, où se rencontrent des professionnels, des gens, des politiques... qui ont eu envie ensemble de redonner vie à place de fêtes en y faisant des fêtes. Ils sont à la fois heureux de se retrouver pour parler ensemble et heureux de se retrouver pour agir ensemble. C'est ça l'intérêt d'un espace, c'est de faire ensemble.

Le dernier bouquin que j'ai fait ça s'appelle « profession éducateur, de rencontres en rencontres », parce que la richesse que j'ai trouvé dans mon travail c'est finalement la rencontre. Rencontrer des gens différents et faire un bout de chemin avec eux. C'est ce qu'on appelle l'accompagnement. Le compagnon c'est celui avec qui on partage le pain. Accompagner c'est partager.

J'étais frappé un jour de ce que m'a dit un adolescent : « maintenant tu connais tout de moi et moi je ne connais rien de toi, où est ce qu'est le partage ? »... Nous on a des dossiers, des tas de truc, on connaît de A jusqu'à Z la vie des gens, on veut partager avec eux et on dit rien de nous.

Mais on me répond le professionnel doit être neutre. Je vous avoue que je ne suis pas neutre... Il me semble que si j'étais neutre ça m'enlèverait une partie de moi-même. Il me semble que c'est la confiance qu'il faut rétablir. Ça veut dire que les professionnels du social ne peuvent pas ne pas être engagés dans un combat politique. La politique sociale nous concerne, c'est l'affaire du citoyen. Si vous êtes citoyen et citoyen du sociale par-dessus le marché, vous avez des choses à dire. Et si vous avez des choses à dire, il faut les dire suffisamment haut pour que ce soit entendu.

C'est ce qu'on a essayé de faire avec les états généraux du social, et on l'a fait avec le cahier de doléances, avec trois colonnes pour chaque chapitre : ce que nous constatons, ce que nous refusons, ce que nous proposons. Ces cahiers là ils ont été distribués à tous les députés, à tous les sénateurs, à tous les présidents de Conseil Général, à tous les présidents de Conseil Régional à tous les maires des plus grandes villes de France. Quelques temps après il y a eu des rencontres où ont été invité des travailleurs sociaux à venir discuter à l'assemblée générale. Puis Sarkozy est arrivé, les discussions se sont terminées. Et je reste avec les beaux cahiers que je vous laisserai et que je n'ai plus jamais réouvert avec les politiques. Mais j'espère les rouvrir un jour parce que cet écrit collectif...., les états généraux ont rassemblés 70 000 personnes, cet écrit collectif on ne veut pas le laisser dans le silence, et comme cet écrit là est encore valable, il est important qu'on puisse s'en saisir et essayer de le développer.

Il faut avoir une certaine persévérance, si on se dit « on n'a pas réussi on arrête », ça veut dire qu'on démissionne.

## **8 – Le mouvement MP4, la formation des travailleurs sociaux : ne pas être des agents normatifs**

Depuis on a lancé un mouvement qui s'appelle MP4. C'est un Mouvement Pour une Parole

Politique des Professionnels. Ce mouvement a créé un séminaire suffisamment intéressant pour que de grands ténors viennent y participer, avec de jeunes professionnels, j'allais dire des professionnels intergénérationnels, des vieux comme moi, des jeunes qui sortent de l'école. Ce séminaire se propose d'écrire un livre blanc qui devrait être prêt en Décembre 2011, c'est encore une parole. MP4 a mis aussi en route un groupe de formateurs qui travaillent sur la formation, sur la manière de rendre à la formation sa dimension humaniste, parce que dans les réformes qui sont intervenues, il y a un certain nombre de choses qui n'existent plus. Est-ce qu'on peut être éducateur sans faire de la philosophie ? On ne peut pas être professionnel du social si on n'a pas une certaine philosophie de l'homme. Pour avoir une philosophie de l'homme il faut que ça fasse partie des connaissances. Il y a un groupe qui travaille sur la souffrance au travail, c'est un phénomène nouveau aujourd'hui. C'est un phénomène nouveau parce que le travail a perdu quelque chose de la dignité qu'il pouvait avoir. Mon grand père était ouvrier, il était aussi syndicaliste, il aimait son travail. Il n'aurait jamais toléré qu'on bousille l'instrument de travail. Aujourd'hui on ne parle plus de travail, on parle de ressource, vous êtes une ressource humaine. Moi je préfère être un homme qu'une ressource humaine. Ca veut dire qu'on nous utilise qu'on nous instrumentalise de différentes façons. Ce qui fait la valeur d'un professionnel du social, c'est sa capacité d'initiative, sa capacité d'imagination, sa capacité d'inventer des choses qui vont permettre à ceux avec lesquels ils sont en contact de sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent. Et c'est jamais la même situation. Alors les dispositifs, X, Z ou Y qu'on met en place, qui sont un peu des rustines qu'on met à certains moments pour cacher les plaies, c'est pas ça qui nous intéresse. Mais lorsqu'on invente des choses avec des gens qui ont des demandes, des besoins...

Je continue à faire partie des compagnons de la nuit. C'est un groupe d'éducateurs et de travailleurs sociaux qui reçoivent le soir des clodos, les SDF, tous ceux qui dans la journée sont enjambés comme des objets par les gens dans le métro.... Et qu'est ce qu'on leur propose ? Pas de la soupe, il y a des gens qui font ça déjà, nous on leur propose des débats. Et il y a des gens qui viennent comme Jacques Delangue qui est venu parler d'économie, Aimé Jacquet qui est venu parler de foot, un cinéaste... Tous les jours on invite quelqu'un à venir parler avec eux sur les problèmes d'actualité, et une fois par semaine il y a un journaliste qui vient faire une conférence de presse, et il vient leur dire qu'est ce qui s'est passé cette semaine et qu'est ce qui pourrait se passer. Alors tout à coup les gens qui ne se sentent plus comme sujets se retrouvent avec nous le soir dans un débat et se disent « là on est pris en compte comme des sujets pensant, et on nous parle de choses qui nous intéresse... », parce que c'est pas parce qu'on est dans la mouise qu'on n'existe plus.

Ca c'est des innovations qui permettent à certains de sortir de la torpeur. Il y a beaucoup d'exemples dans le théâtre, dans la danse, dans les ateliers d'écriture. Dans toute une série des choses qui nous font vivre. Il y a beaucoup d'exemples dans le jeu. Chaque semaine on propose une séance de jeux, et ils passent un bon moment, et nous aussi. Ca peut paraître un peu enfantin, mais il y a toujours une part d'enfant chez chacun d'entre nous.

Une dernière chose pour amorcer l'atelier de demain. Il y a une chose que je demande à mes collègues de refuser totalement, c'est d'être des agents normatifs. Nous ne sommes pas là pour faire en sorte que les gens rejoignent des normes qui sont celles de la société d'aujourd'hui. Nous sommes là pour les aider à trouver leurs propres normes et à créer des conditions nouvelles de vie. Chaque fois qu'on obéit à cette idée de normatif, nous trahissons le progrès. Ce n'est pas d'aujourd'hui, j'ai eu l'occasion d'étudier les écrits de St Vincent de Paul et il disait aux filles de la charité « je vous envoie à la rencontre des gens non pas pour que vous leur demandiez d'avoir la même vie que vous mais pour que vous construisiez avec eux la vie dont ils ont besoin ».

## **DEBAT**

Vous disiez tout à l'heure que les travailleurs sociaux devaient s'engager dans un combat politique. Aujourd'hui beaucoup de militants ont déserté la politique, celle menée par les partis pour s'engager dans des combats sur le terrain, dans des associations... Mais se sont souvent des



combats de résistance, que justement le combat politique mené par les vrais politiques a amené à ce que vous avez nommé, à la remise en cause de ce qu'a construit le conseil national de la résistance. Aujourd'hui, les militants résistent sur le terrain, il y a beaucoup d'initiatives mais ce sont des combats de résistance et non pas des combats de re construction. C'est pour faire face à une politique qui mène sa politique avec des objectifs bien précis. Etre en même temps un militant politique et un militant de terrain c'est difficilement compatible parce que dans un parti politique on consacre beaucoup d'énergie à faire fonctionner la boutique politique. Avant tout un parti politique c'est fait pour gagner des élections. Il y a des élections en permanence et on est pris dans cette spirale. Eh bien il y a des gens sur le terrain et des partis politiques. Moi ce que je regrette c'est qu'on soit conduit à laisser ce champs à d'autres et qu'on doive continuer à faire de la résistance pour éviter qu'il y ait trop de dégâts occasionnés par le système libéral. Résister ça épuise, et quand on n'a pas les résultats, qu'est ce que ça produit comme société ?

J.L. : Pourquoi un certain nombre de gens qui font de la résistance sur le terrain ne trouvent pas d'engagement dans le combat politique ? Peut être que ce combat politique aujourd'hui n'est pas si clair que ça. Au moment de la résistance il y a eu beaucoup de mouvements de résistance qui ont réussi à se fédérer dans un ensemble, ça a donné le premier gouvernement après la libération qui était celui qui a fait le plus de grandes réformes sociales. Et où se trouvaient réunis avec leur idéal, aussi bien des communistes que des socialistes... C'est-à-dire des gens qui avaient combattu ensembles par rapport à une oppression et qui étaient décidés à construire les choses autrement. Aujourd'hui je comprends qu'un certain nombre de mes collègues n'aient pas envie de s'engager dans un parti parce qu'ils trouvent le discours politique trop changeant. L'opinion publique a parfois l'impression que les gens défendent plus leur beefsteak personnel qu'un programme. Un jour viendra peut être où les collectifs trouveront une dimension commune, feront quelque chose ensemble qui aura une portée politique. Pour le moment ce que je regrette c'est que ça n'ait pas une portée politique nationale, mais ce que je voudrais vous dire c'est que ça peut avoir une portée politique locale. J'ai ici la lettre d'un maire qui explique comment les travailleurs sociaux de sa commune lui ont permis de comprendre un certain nombre de choses qui l'ont amené à créer la maison de la fraternité dans laquelle se prennent un certain nombre de décisions communales. Je vais souvent sur les marchés, je trouve que sur les marchés on peut parler de l'action sociale parce que les gens ont le temps. Ça les intéresse, c'est comme ça qu'on peut faire avancer les choses. Je suis en train d'écrire un bouquin qui s'appelle « l'action sociale racontée à mon voisin », parce que mon voisin, je voudrai bien qu'il comprenne ce que je fais. Au-delà de lui je pense que je vais intéresser un certain nombre de gens qui se posent des questions. Les questions existent, les solutions on ne les a pas forcément, peut être parce qu'elles ont aujourd'hui une dimension universelle. C'est pas pour rien que j'ai cité Lula tout à l'heure. A partir d'une certaine culture politique il a réussi à faire au Brésil quelque chose d'intéressant. Peut être une conclusion du Séminaire avec MP4, c'est plutôt que de se dire qu'est ce qu'on a comme argent ? Qu'est ce qu'on veut faire et quel argent on y mettra ? Quand on prend la réforme de la fiscalité, c'est encore nous les moyens qui allons payer, alors qu'on pourrait trouver de l'argent ailleurs et sous d'autres formes. Pour ça il faut se poser la question : qu'est ce qu'on veut faire comme politique ? A propos de la neige, un maire évoquait une discussion avec ses administrés qui disaient : « il n'y a pas les moyens de lutter contre la neige... quand le maire a posé la question : « voulez vous qu'on paye du matériel ? », ils ont répondu, « on n'en a besoin que tous les 6 ans, alors... ». La difficulté politique elle est là, dans l'immédiat on a des réactions et dans la temporalité ça ne se situe pas de la même manière...

Ce que je trouve très dure aujourd'hui, c'est que ça renonce très vite. Il y a eu plein de choses très dures... beaucoup de gens ont pris l'habitude de dire « tant pis, j'en aurais besoin, mais je ne vais pas me battre jusqu'au bout... ».

Une petite expérience sur la RICAMARIE. J'ai découverts l'existence du Portail pour l'accès aux

droits sociaux qui existe depuis quelques années. La philosophie et la démarche m'ont complètement séduite. A un moment donné, il se passe quelque chose de concret sur un territoire et ensemble, ceux qui sont concernés, ceux qui ont des compétences, on agit sur cette question et on construit quelque chose pour que ça se transforme. Pour moi, c'est la bonne direction... Sur la RICAMARIE, je suis puéricultrice de PMI et j'entendais souvent les gens dire « mes gamins, je sais pas quoi en faire, je ne peux pas les confier à la halte de garderie, je ne travaille pas... ». J'avais complètement admis comme la réalité, que les modes de garde c'est la priorité aux gens qui travaillent. Et du coup ceux qui travaillent pas ils sont complètement exclus de tout. Ils ont leurs gosses sur les bras, s'ils veulent faire une formation, ils arrivent avec leur bébé dans les bras, ils ne sont pas pris au sérieux, on leur dit « allez vous occuper de votre gamin ». J'entendais des trucs graves, des renoncements à des bilans de santé... Des gens qui a un moment donné pouvaient perdre pied, être vraiment mis en difficulté par rapport à cette question très concrète.

Un collectif a pu se mettre en place, de façon très adaptée, on a bossé pendant deux ans avec des professionnels, des parents, des associations, la CAF qui nous a beaucoup soutenu... Les gens venaient aux réunions avec la Mairie... Cette parole de parent qui se pose... ça fait drôle... Mais à un moment donné ça a fait plof, la municipalité a dit « oui...mais ça va coûter des sous... » ça aurait pu être une étape, on avait un dossier bien monté, adapté au contexte, construit avec les gens... Ce qui m'a mis en difficulté c'est que j'ai senti que pour tous, c'était tout de suite un renoncement.

On fait comment ? ... Il y a eu vraiment une expérience collective qui a produit des choses, les gens ont senti que leur parole elle portait... Eh puis il y eu un non... Et les gens ont dit « oui, ça aurait été bien »

J.L. : La chose la plus importante c'est la construction du rapport de force, ça veut dire que quand on a un projet et qu'on veut le mener jusqu'au bout il faut trouver le moyen de réunir suffisamment de gens, les concernés et tous les autres et que ça devienne tellement important qu'on ne puisse pas dire non. Créer un rapport de force c'est de la politique, c'est rassembler tous les acteurs possible autour d'une idée pour qu'elle puisse passer. Sinon, on peut facilement être mis en minorité, face à tous ceux qui disent « bof, ça a marché comme ça jusqu'à présent... »

Il faut mobiliser l'opinion publique.... Lorsqu'on a fait les états généraux du social, à un moment donné j'ai loué un bus pour aller sur les places de Paris pour expliquer aux gens ce qu'on faisait. Et J'ai reçu la plus belle gifle de mon existence parce que je me suis aperçu que les gens un, ne nous connaissaient pas, deux pensaient qu'on était bien gentil mais pas efficace. Je me suis dit il faut retourner sur les places publiques pour expliquer... Quels sont les travailleurs sociaux prêts à se mobiliser pour ça aujourd'hui ? Défendre ce qui est l'essentiel dans leur métier ? L'opinion publique ne se conquiert que par la présence. Ca veut dire qu'on est des gens engagés dans la vie sociale, on n'est pas que des techniciens

Aujourd'hui il y a des choses très profondes qui sont en cause. Les travailleurs sociaux on leur fait faire un travail normatif, on leur dit vous allez encadrer la société et les gens vont passer dans tels dispositifs, dans tel cadre ou pas. Et ça, ça conduit au pire. Moi je connais des gens qui haïssent les travailleurs sociaux pour ces raisons là. Il faut inventer autre chose. Pour inventer autre chose, il faut que les travailleurs sociaux se mettent à discuter de leur travail dans les situations auxquelles ils sont confrontés dans leur boulot. Faire de la politique aujourd'hui pour un travailleur social c'est décider dans le cadre de son boulot, d'en parler avec ses collègues et de construire des positionnements, des réflexions, des pratiques qui sont différentes. Ca, ça peut pas se faire dans le cadre d'un parti politique, dans le cadre d'une organisation centralisée, ça peut que se faire dans des situations concrètes, pratiques, locales. C'est pas que de la résistance, c'est de la construction et c'est de la politique qui permettra de changer profondément les choses

J.L : A une condition c'est qu'il soit donné à ce type de travail une publicité suffisamment grande pour que tout le monde en soit informé.... Comment est ce qu'on peut faire avec les médias pour

que ce que vous décrivez et qui est de la politique puisse avoir une résonance ? Des choses bien il y en a en pagaille sur notre territoire sauf qu'elles ne sont pas connues. Il y a trop rarement de présentation de faits positifs sur le plan de l'action sociale au niveau des médias. Comment l'audience locale pour certaines expériences, peut devenir plus importante pour que ça devienne un fait politique majeur ?

Est-ce que ça ne pourrait pas être des actes d'insubordinations collectives? L'insubordination peut mettre à mal une hiérarchie, une échelle de valeurs complètement dévoyée. A chaque couche de la société à trouver ses formes d'insubordination. C'est la peur qui est posée comme un couvercle sur tous les domaines de la société

J.L. : L'auteur du bouquin « la théorie de la justice » dit que les professionnels de l'action sociale devraient rentrer dans la désobéissance civile. C'est ce qui se fait déjà : j'ai pas le droit de m'occuper des sans papiers et pourtant j'accompagne tous les 15 jours des sans papiers à la sécurité sociale, on est quelques travailleurs sociaux dans la cour de la préfecture. Ce qui fait que les employés regardent si on est nombreux et si on est nombreux ils reçoivent bien les sans papiers. Il y a des gens qui disent on va nous interpeller, eh bien on sera interpellé !! Si on nous interpelle et que ça se sait, on nous relâchera rapidement. La désobéissance civile c'est pas le martyr, c'est le rassemblement de gens qui veulent dire non à certaines pratiques. Comment donner de la consistance à ça ? Il faut que dans certains endroits les gens se réunissent pour construire un texte qui permette de s'abriter derrière ce texte pour dire ça fait partie de notre boulot... Ca veut dire qu'il y a un risque, mais la vie c'est une aventure....

Pour construire un mouvement de désobéissance civile il faut d'abord avant tout qu'on soit un collectif, sinon ça n'a aucune ampleur, ça devient de la résistance personnelle. Dans le travail social ce qui domine c'est la norme, on ne désobéit pas à une norme, on désobéit à une loi. Désobéir à une norme ça ne marche pas, la norme elle enferme. C'est beaucoup plus insidieux qu'un ordre. J'ai pensé à un moment donné qu'on pouvait quand même s'opposer au fichage.... Il passe !!! Chaque travailleur social remplit son machin. Pourtant j'avais pensé qu'il pourrait y avoir une éthique. J'arrive à dire dans le travail « je suis éduc, je suis désolée, je ne sais pas faire, je ne sais pas taper sur un ordi, ce n'est pas ma formation ». Mais les nouveaux qui arrivent on s'aperçoit qu'ils savent faire, en tous cas ils le disent... Même là-dessus on ne pourra pas arriver à constituer un mouvement. Qu'est ce qu'il pourrait y avoir de mobilisateur dans le travail social et qu'enfin on s'arrête?... Cette histoire de norme elle bouffe insidieusement et elle n'apporte aucune possibilité de révolte. Et je trouve qu'elle est bien plus grave. Cette histoire d'agent normatif, c'est énorme dans le travail social et c'est relativement bien accepté par les éduc

J.L. : Je crois qu'un éducateur devrait d'abord être un insoumis. Quand les gens viennent se former, s'il y avait une formation civique, avec une dimension politique, une dimension éthique, je crois qu'ils arrivaient à se révolter à l'intérieur d'une institution. J'ai été directeur, quand on est directeur on peut être ou frileux, on ouvre les parapluies, ou bien on peut être combatif. Si on ne prend pas ce risque là on ne se met pas dans la peau des usagers avec lesquels on travaille, qui eux sont dans un risque permanent.

Ce qui est massif aujourd'hui c'est la vitesse à laquelle le social rentre dans la politique de marchés et le politiquement correct. Je bosse dans une grosse assoc, en 5 ans les gens intègrent complètement le discours... En plus un double discours, on dit qu'on va sauvegarder nos valeurs alors que dans les actes on fonce complètement là dedans, et on intègre les appels d'offre, l'évaluation, les coûts... Aujourd'hui la prise en charge des jeunes majeurs, c'est une catastrophe. Aujourd'hui, on nous dit... Les inspecteurs nous disent, « on ne payera pas ». Un gamin, il arrive à 18 ans, et on leur dit on fait quoi ? « J'ai des ordres du dessus : il n'y a plus de sous... ». On n'a que ça comme réponse. Le souci qu'on a dans les associations, en tous cas les grosses c'est qu'il n'y a plus vraiment de sens, c'est des associations où le militantisme n'est plus moteur, du coup ce qui

gagne c'est ces logiques là, les logiques du fonctionnel et ça galope à une vitesse... Des collègues aujourd'hui qui viennent se plaindre que sur les voitures de service il n'y a pas de télécommande. Quand on veut résister à ça, on fini par passer pour un extra terrestre.

J.L. : Je vais donner un exemple... Comment s'est crée le DAL ? Il s'est crée pour empêcher que soit chassé des squats, un certains nombre de personnes qui n'avaient pas de droit au logement. Quand ils vont défendre des gens et qu'ils les maintiennent dans les logements par leur action, ils ne résolvent pas le problème du logement mais ils résolvent le problème de ces gens là. Et en même temps ça sert d'exemple. Je crois qu'il faut des initiatives et qu'elles puissent s'orchestrer quelque part. Quelles sont les associations qui peuvent orchestrer ces choses là ?

Je suis très déçu par les associations de l'action sociale parce qu'elles sont devenues essentiellement des associations gestionnaires, et qu'elles ne défendent plus des idées. Elles défendent un budget. C'est pas si compliqué que ça d'équilibrer un budget et qu'il puisse servir à défendre des idées. Chaque fois que les autorités m'ont refusé le budget que je demandais, je suis allé au tribunal administratif, et j'ai gagné chaque fois.

Dans le milieu du travail social, il y a un problème qui bloque pas mal de choses, c'est que massivement les professionnels se considèrent vis-à-vis des gens avec lesquels ils travaillent, comme porteurs d'une norme, ils décident !!!... Vous parliez tout à l'heure de la question du partage, c'est une question très importante et qui pèse sur le travail social. Il existe très peu le partage entre les bénéficiaires et les travailleurs sociaux, les travailleurs sociaux massivement ils se disent « on sait ce qu'il faut pour les gens ». Je comprends que l'Etat il ne souhaite pas que les bénévoles se mêlent du travail social... On a monté un réseau de solidarité qui fait de la réquisition citoyenne de logements vides pour les gens qui sont à la rue... Ca ils n'en veulent pas... Pourquoi ? Parce qu'ils ont peur que la société elle-même ; les gens concernés eux même ils se mettent à prendre en main leur vie et à trouver des solutions. Il faudra un travail chez les travailleurs sociaux pour qu'ils se considèrent comme étant au service de ça. Hors massivement chez les travailleurs sociaux, c'est pas ça, c'est « je sais et je décide pour vous, et je suis un professionnel et je suis pas un militant ». Cette différence est dramatique pour changer la pratique du travail social.

J.L. : Je peux vous citer un département où les directeurs se sont organisés pour faire ensemble des demandes de manière à obtenir des autorités ce dont ils ont besoin.

Il faut aussi remettre les choses dans leur contexte. Je suis assistante sociale, polyvalence de secteur. Un petit exemple pour lequel on s'est battu. L'imprimé du RSA, et la question des statistiques avec une fiche nominative... Il n'y a pas besoin pour ça de mettre le nom, la date de naissance, et le numéro de sécu et le numéro de CAF, il n'y a pas besoin... Eh bien si !! On a dit non, nous on veut que ce soit anonyme. Si c'est imprimé doit inscrire des noms, on enverra les dossiers sans l'imprimé. On nous a renvoyé les dossiers en nous disant « dossier incomplet ». Mais en attendant la petite personne ça faisait un mois qu'elle ne bénéficiait pas du RSA, deux mois, trois mois... Elle est venue frapper à notre porte en nous disant « qu'est ce qu'il devient mon dossier ? ». On lui a expliqué, il y a une fiche nominative qu'on ne veut pas envoyer parce qu'il y a votre nom... Alors il m'a dit « Mme c'est que je m'en fou moi... qu'ils sachent que c'est moi qui est le RSA... ». On a été complètement barré par ça, on est très limité par notre institution.

Un autre exemple, une personne en demande d'asile... J'ai besoin d'informations précises pour instruire son dossier, je m'adresse à une association compétente : l'ASSFAM. Je ne reçois pas de réponse après plusieurs appels. Finalement la responsable m'appelle pour me dire que le Conseil Général refuse de donner une subvention à l'ASSFAM, les travailleurs sociaux seraient suffisamment informés ... « Alors débrouillez vous ! »... je n'ai pas eu de réponse...

J.L. : Vous avez une porte de sortie : le CNAD, Comité national de la déontologie. On a le pouvoir d'obtenir que vous ayez raison, encore faut-il qu'on soit saisi... Il y a un comité d'éthique au

conseil supérieur du travail social, un problème comme ça doit arriver au comité d'éthique. Ce qui est inadmissible c'est que la personne soit prise en otage, il faut faire alliance le plus possible avec l'utilisateur, chaque fois que son intérêt est en jeu. Si on additionne tout ça si on en fait un dossier collectif, si on le fait passer dans des commissions d'appel, au bout du compte on peut changer et modifier. Il faut saisir les organismes d'appel, j'ai peur qu'ils soient supprimés. Pour le moment ces organismes ont autorité pour agir, à condition qu'ils soient saisis

Le local, le national, je ne suis pas pour opposer ça. Les résistances et les constructions, les constructions qui portent, elles ne peuvent se faire que dans des situations concrètes locales. Quand on trouve une partie de solution dans un contexte, dans une démarche qui a du sens, qu'est ce que ça a comme portée ? Ceux qui ont trouvé cette solution ils ne le savent même pas mais ça a une portée très importante parce que ça porte sur le sens et sur des constructions nouvelles par rapport à des blocages sur lesquels tout le monde s'interroge, tout le monde butte. Et ces portées là ça peut être local, national, international. On sait pas ce que ça devient, mais tout le monde en parle, ça donne du courage à d'autres, on se dit « pourquoi pas essayer ?... »...

Il faut raisonner dans les situations concrètes, et dans la situation concrète, ceux qui y sont confrontés, on se dit « qu'est ce qu'on peut faire ? quelles solutions on tente ». Et on travaille, et on essaye. La vraie résistance et la vraie politique pour changer les choses c'est ça...

Cette soirée, c'est une première par rapport à un groupe qui a essayé de se constituer, il serait bien que ce groupe puisse continuer, se modifier, se transformer. L'idée de ce groupe c'est de se réunir le plus possible produire de la réflexion et produire des choses qui nous donnent un peu d'énergie pour résister à tout ça et pour construire des choses un peu différentes.

On se réunit tous les premiers mardis de chaque mois à 18h à la maison de quartier du Babet, un Samedi tous les deux mois à 14h à l'amicale laïque de Beaubrun.

Cette idée du collectif depuis le début elle nous anime. Un collectif pour les travailleurs sociaux, et qu'on arrive à produire et inciter un collectif de résistances par rapport aux pratiques des travailleurs sociaux. On est parti du RSA, ce qu'on aurait voulu également c'est que des bénéficiaires se constituent en collectif pour arriver à résister aux pratiques parfois dévastatrices....